



# Déclarations et Discours

---

NO 85/24

## L'OCCUPATION DE L'AFGHANISTAN PAR L'UNION SOVIÉTIQUE

Déclaration de M. Stephen Lewis, ambassadeur et représentant permanent du Canada auprès de l'Organisation des Nations Unies, à la quarantième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, New York, le 12 novembre 1985.

Monsieur le Président. Les rapports du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) sont on ne peut plus éloquentes. À intervalles réguliers, ces brefs documents arrivent sur les bureaux des missions, ici à New York; ils constituent la chronique, rédigée dans un style dépourvu de passion, d'une guerre épouvantable.

Chacun de ces « rapports sur la situation » fait le point sur les plus récentes activités de la Croix-Rouge dans les zones frontalières du Pakistan. Permettez-moi de citer un bref passage du rapport portant le numéro 40 publié en juillet dernier :

« Au cours du mois de juillet, un niveau exceptionnellement élevé d'opérations militaires dans la province de Paktia (en Afghanistan) a eu pour conséquence l'évacuation du plus grand nombre, jusqu'à maintenant, de blessés de guerre par l'intermédiaire de l'unité mobile du CICR et de la Société du Croissant Rouge du Pakistan à Miramshah. Les blessés ont été transportés à l'hôpital de Peshawar pour y subir des interventions chirurgicales... Outre ces activités intenses menées par les services de chirurgie, les centres d'orthopédie et de paraplégie ont également eu beaucoup à faire, et on a enregistré un fort volume de travail dans tous les autres programmes du CICR en faveur des victimes du conflit de l'Afghanistan. »

Le rapport numéro 41, publié en septembre, n'a fait état d'aucune diminution de l'intensité des combats. En fait, le nombre de victimes n'a cessé d'augmenter pendant tout l'été de 1985. Selon la Croix-Rouge, « le nombre de patients a continué d'augmenter en août et, le week-end dernier, il a fallu prendre des mesures d'urgence pour renforcer les services médicaux du CICR par l'affectation de personnel et d'équipement supplémentaires. »

La Croix-Rouge ajoute ce qui suit :

« Les deux équipes de chirurgie de Peshawar, ainsi que le personnel médical spécialisé fourni par les Sociétés nationales du Danemark, de la Finlande, de la Nouvelle-Zélande, de la Norvège et de la Suède, ont eu à faire face au plus grand nombre d'admissions qui ait jamais été enregistré à l'hôpital. Pendant une période de deux semaines à compter de la mi-août... l'hôpital... a atteint sa capacité maximale, et deux tentes ont été dressées sur le terrain de l'hôpital... Il est impossible d'accroître davantage la capacité de l'hôpital et il est donc nécessaire d'établir un hôpital de campagne distinct à Peshawar et d'y dépêcher du personnel qui en assure le fonctionnement. Il faudra trouver du personnel supplémentaire au sein de la structure actuelle des services de chirurgie. »

Au regard de la triste histoire des invasions, du pillage et de la tyrannie perpétrés par l'homme, les chiffres apparaissant dans ces rapports peuvent paraître relativement peu élevés. À titre d'exemple, en juillet, 199 blessés de guerre ont été admis au petit hôpital de campagne de Peshawar; 478 interventions chirurgicales y ont été pratiquées et 962 autres patients y ont reçu des soins. Toutefois, si on multiplie des chiffres par le nombre d'hôpitaux de campagne et d'unités mobiles d'urgence faisant partie d'un réseau qui s'étend au Pakistan et en Iran et si on ajoute les dizaines de milliers de victimes traitées en Afghanistan même; si on multiplie encore ces relevés mensuels par douze; si on les multiplie ensuite par six, puisque cette guerre est menée avec une férocité de tous les instants depuis six ans; si on tient compte des références constantes aux interventions chirurgicales, aux services orthopédiques et aux programmes en faveur des paraplégiques, on peut trouver, dans ces rapports du CICR, le microcosme d'une nation massacrée, estropiée, mutilée.

Plus d'un million de morts. Autant ou davantage d'autres victimes qui porteront des cicatrices physiques jusqu'à la fin de leurs jours. Entre un et deux millions d'êtres humains déracinés, pourchassés, laissés sans abri dans leur propre pays. De quatre à cinq millions de réfugiés vivant dans le dénuement au Pakistan et en Iran. Faut-il s'étonner de ce que le Comité de surveillance de Helsinki, dans l'étude récente qu'il a faite de la situation en Afghanistan, ait noté, avec une simplicité bouleversante, qu'« une nation entière se meurt » ?

Pour quelles raisons? Dans quel but? Cette tragédie humaine incommensurable est d'autant plus épouvantable qu'elle est complètement inutile et impossible à expliquer.

Le monde entier sait que les Soviétiques n'ont pas été invités en Afghanistan. Le monde entier sait que l'Afghanistan ne constituait pas une menace, pas même pour la société séculière soviétique. L'Afghanistan était une puissance moyenne non alignée qui, en vertu de sa neutralité, n'a jamais constitué une menace. Le monde entier sait que l'invasion et l'occupation soviétiques n'ont pas été déclenchées par quelque impératif catégorique de caractère géopolitique; la situation en Afghanistan en décembre 1979 méritait à peine une note diplomatique, certes pas un acte d'agression et une guerre.

Cette invasion n'est peut-être que la manifestation d'une volonté repoussante, observée depuis des siècles, d'expansion territoriale — une version soviétique de la théorie du *lebensraum*; elle est peut-être liée au dessein stratégique qui reste à réaliser sur l'obtention d'un port dans les mers chaudes; il s'agit peut-être d'une politique délibérée, dont les objectifs n'ont pas encore été énoncés, consistant à perturber encore davantage cette région du monde qui est déjà fortement déstabilisée; il se peut qu'après une intervention destinée à la mise en place d'un régime fantoche, la rigidité idéologique l'ait emporté, et qu'un retrait soit devenu impossible.

Quelle que soit la raison, qu'elle soit explicite ou qu'il s'agisse d'un complot — on ne saurait, en tout état de cause, y ajouter foi —, l'Union soviétique, dans sa guerre contre le peuple de l'Afghanistan, est revenue à l'éthique, aux prétextes et aux excroissances du stalinisme.

Toutefois, l'Union soviétique ne remportera pas la victoire. La Russie a dépêché en Afghanistan 115 000 hommes de troupe, équipés des armes conventionnelles les plus dévastatrices et les plus perfec-

tionnées, mais on ne peut subjuguier le peuple afghan. L'Union soviétique a beau décimer les populations civiles avec ses bombardements de saturation effectués en altitude et ses hélicoptères d'attaque, réduire des villages entiers en cendres et dévaster les campagnes, les moujahidin afghans continuent leur combat.

Après presque six années terribles, il apparaît clairement que l'Union soviétique n'est pas en mesure d'imposer une solution militaire. Elle cherche peut-être à faire de l'Afghanistan un État vassal, mais elle n'y parviendra jamais. La constatation faite par le Secrétaire général dans son rapport est juste : « La paix, et le degré de réconciliation nationale qu'elle devrait supposer pour permettre au peuple afghan de décider de son propre avenir, ne peut pas être instaurée par des moyens militaires. »

La seule solution réside dans un règlement négocié qui se fonde sur le principe énoncé dans la résolution dont nous sommes saisis et qui reflète les vues exprimées au cours du présent débat par la majorité écrasante des États membres de l'Assemblée générale. C'est la solution à laquelle le Secrétaire général et son représentant spécial se sont efforcés résolument, et parfois de façon productive, de parvenir.

Cette solution suppose toutefois le retrait des troupes soviétiques. C'est là une condition *sine qua non*. Tout le monde le comprend. Si nous devons reprendre le même débat l'an prochain, ce serait uniquement parce que l'Union soviétique continue de croire que le nihilisme est préférable à la négociation, que la boucherie est préférable à la négociation. Cette position met en évidence une série d'attitudes hypocrites. Voilà un pays, l'Union soviétique, qui rappelle constamment à l'Assemblée générale, au cours de débats consacrés à des conflits régionaux, que les résolutions qui ont été adoptées doivent être respectées. Mais cette résolution sur « La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales » n'a jamais été respectée par l'Union soviétique.

Voilà un pays, l'Union soviétique, qui dénonce constamment, devant cette Assemblée, les actes d'agression territoriale, et proclame, devant cette Assemblée, le caractère sacro-saint des frontières. En revanche, dans le cas de l'Afghanistan, l'agression est flagrante, et les violations de plus en plus fréquentes de l'intégrité territoriale du Pakistan ne prêtent pas à conséquences. Qu'il est utile de disposer d'une dialectique malléable à l'infini.

Voilà un pays, l'Union soviétique, qui ne cesse d'attirer l'attention de cette Assemblée sur des violations « grossières et massives » des droits de l'homme. Mais nous sommes saisis du cas d'un pays, l'Afghanistan, où les violations des droits de l'homme ne sont pas seulement grossières et massives : elles y sont grotesques et omniprésentes. Rien ne peut nous en convaincre davantage que cet extrait du rapport du Comité de surveillance de Helsinki, dont les constatations, soit dit en passant, ont été largement corroborées par le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, et je cite :

« Il s'est rapidement dégagé de nos entrevues que pratiquement toutes les violations imaginables des droits de l'homme se produisent en Afghanistan à une très grande échelle. Les crimes d'une guerre menée de façon aveugle se combinent aux pires excès d'une violence effrénée autorisée par l'État. Aux actes impitoyables de sauvagerie perpétrés dans les campagnes fait pendant l'assujettissement d'une population urbaine terrorisée aux arrestations arbitraires, à la torture, à l'emprisonnement et aux

exécutions. On impose aux institutions et à la presse des contrôles totalitaires. Les universités et toutes les facettes de la vie culturelle afghane sont systématiquement soviétisées ».

Voilà un pays, l'Union soviétique, qui s'inquiète, devant cette Assemblée, des exigences auxquelles sont confrontées diverses institutions importantes du système des Nations Unies. Mais, principalement à cause de l'invasion de l'Afghanistan par l'Union soviétique, le Pakistan abrite maintenant la plus grande concentration de réfugiés au monde, ce qui exacerbe, de façon importante, la crise de ressources que connaît le Haut Commissariat pour les réfugiés.

Si le gouvernement du Pakistan ne réagissait pas avec tant d'altruisme et si le Haut Commissariat pour les réfugiés ne menait pas son action extraordinaire, nous serions en présence d'un désastre encore plus terrible en Asie du Sud-Ouest. Il faut dire que l'Union soviétique ne semble pas tellement se soucier de tout cela.

Avant tout, voilà un pays, l'Union soviétique, qui fait constamment des leçons à cette Assemblée sur les impératifs de la paix. Elle procède néanmoins à une application très sélective des principes de la paix. Ces impératifs sont destinés à chacun de nous, mais on omet soigneusement de faire allusion à l'Afghanistan.

Comme le Canada l'a dit précédemment, l'Afghanistan ne capitulera pas. Le bilan du conflit est incroyable, mais on ne perçoit aucun signe indiquant que le peuple serait prêt à se rendre. Karmal se maintient au pouvoir par la seule force des armes. L'hostilité à l'égard de son régime s'accroît dans le pays. Le gouvernement est en guerre contre son propre peuple. En fait, en dépit du traitement cruel et inhumain que la Russie inflige aux déserteurs et aux prisonniers de guerre qui sont capturés, il y a de plus en plus d'indices, comme le signalait récemment le *New York Times*, de défections de soldats de l'Armée rouge qui rejoignent les rangs des moujahidin. Il n'y a rien d'étonnant à cela. Il est inévitable que certains soldats russes s'insurgent contre une guerre aussi perfide; il est inévitable que certains d'entre eux soient attirés par la cause du peuple afghan.

L'Union soviétique voudrait faire tomber le rideau du silence sur l'Afghanistan. Elle souhaiterait pouvoir livrer cette guerre vengeresse furtivement, en privé. Elle souhaiterait que la presse ne fasse jamais mention de cette guerre. Même à l'heure actuelle, elle s'efforce d'endiguer le flux des réfugiés de façon à ce que le monde extérieur ne soit pas mis au courant de ses atrocités militaires. Elle souhaiterait que le débat en cours n'ait jamais lieu. Elle souhaiterait que l'Assemblée générale n'adopte pas de résolution sur cette question.

Mais il incombe à cette Assemblée d'assurer la survie de la cause du peuple afghan et d'exprimer clairement, et à maintes reprises, la condamnation du monde. Il nous faut trouver les moyens de persuader l'Union soviétique de ce que la négociation est pour elle le seul moyen d'obtenir l'approbation du monde. Les États-Unis ont proposé une initiative régionale; il pourrait se révéler tout à fait utile de s'engager dans cette voie. Toute voie offrant des perspectives d'un règlement compatible avec les objectifs énoncés dans le projet de résolution vaut la peine d'être empruntée.

Dans son intervention, ce matin, le représentant permanent de l'Union soviétique a fait grand cas des bienfaits accordés au peuple de l'Afghanistan par Karmal de Kaboul. « Une campagne fructueuse contre l'analphabétisme est en cours », a-t-il dit. « Après la victoire de la révolution », a-t-il ajouté, « plus d'un million d'Afghans ont appris à lire et à écrire ».

Après la victoire de la révolution, plus d'un million d'autres Afghans ont été massacrés. S'ils avaient pu choisir entre l'alphabétisation et la vie, ils auraient, comme chacun de nous l'aurait fait, choisi la vie. Mais pourquoi leur faut-il choisir? Pourquoi ne peuvent-ils à la fois être alphabétisés et vivre? C'est là la question à laquelle l'Union soviétique refuse de répondre.